



Alerte presse
À Pantin, le 22/08/2022

VARIOLE DU SINGE

Manque de vision des autorités de santé ? Beaucoup de questions, trop peu de réponses

Depuis les premiers cas de variole du singe enregistrés en France, les autorités de santé ont mis en place des réponses face à l'épidémie, notamment avec la production de connaissances et en organisant des échanges hebdomadaires avec les parties prenantes : sociétés savantes, Agences sanitaires et de recherche, associations.

Cependant, hormis les avis de la Haute Autorité de Santé (HAS), jamais le ministère de la Santé et de la Prévention ou Santé Publique France (SPF) ne nous ont transmis d'objectifs clairs pour contrôler cette épidémie et y mettre fin. Ce sont nos associations qui alertent, proposent et, lorsqu'il le faut, dénoncent. Nous posons les mêmes questions depuis des semaines, il est temps que les autorités de santé y répondent et fassent connaître leurs propositions.

Contrôler l'épidémie de variole du singe ou y mettre fin : qu'en pense le ministre de la Santé ?

Lors de la prochaine réunion hebdomadaire qui réunit les associations, la direction générale de la santé (DGS), les agences sanitaires et de recherche, et des sociétés savantes, nous souhaitons que :

- Le ministère de la Santé et de la Prévention nous dise quel est son objectif vis-à-vis de cette épidémie. Le but est-il de tenter de l'éradiquer ? La contrôler ? La contenir ? Selon les options, quelles méthodes sont envisagées ?

- SPF partage les modèles de l'épidémie sur lesquels elle travaille et la place de la vaccination dans la réponse. Si une stabilisation des nouveaux cas est constatée, quelles sont les hypothèses pouvant l'expliquer ?

Nous demandons également des réponses aux questions suivantes : les autorités de santé estiment-elles pertinent d'élargir l'offre de vaccination aux clients de travailleurs-ses (TDS) et/ou aux femmes qui ont des relations avec les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH) ? Quand donneront-elles les informations sur la situation des femmes contaminées ou exposées afin que nous puissions au mieux informer celles-ci ?

Les épidémies n'ont pas de frontière : quelle concertation avec les pays voisins ?

La France a fait évoluer rapidement sa stratégie vaccinale d'une vaccination pour les cas contacts à une vaccination en préexposition pour les groupes les plus concernés : les HSH non engagés dans des relations exclusives sexuellement, les TDS et les personnes travaillant dans des lieux de consommation sexuelle. Des hommes venant de Belgique ou de Suisse ont pu bénéficier de la mobilisation française et de l'approvisionnement en vaccin du pays pour y avoir accès. Pour autant, la réponse vaccinale doit être similaire dans tous les pays.

Quel est l'état de la concertation européenne, au-delà de l'approvisionnement des vaccins ? Des mobilisations communes lors d'évènement gay, comme la Folsom à Berlin, sont-elles envisagées ?

La vaccination comme socle de la réponse à l'épidémie : quels enseignements ?

Une expérimentation de vaccination dans des pharmacies volontaires a été lancée. Des échanges ont eu lieu avec les représentants des pharmaciens en marge des réunions collectives sur l'épidémie de variole du singe. Cette expérimentation ne concerne pas que les pharmaciens, mais l'ensemble des parties prenantes. Les difficultés rencontrées doivent être partagées et les attentes éventuelles des pharmaciens partenaires discutées globalement, dans la mesure où cela fait partie de la réponse.

Des propositions de vaccination hors les murs émergent ici ou là et l'accès aux doses de vaccin est inégale. Les ARS doivent porter des initiatives avec les collectivités locales et les acteurs de terrains (professionnels de santé et associations) permettant une large vaccination dans un temps court, en associant le cas échéant, selon les disponibilités locales, les acteurs mobilisés pour la vaccination Covid tels que les pompiers, la Croix Rouge...

Le ministère insiste sur la réduction des risques de transmission ou de contamination par le virus, plaçant le vaccin comme un élément secondaire. En matière de lutte contre les maladies infectieuses, le vaccin, quand il existe, est toujours le socle de la réponse à une épidémie. Les comportements individuels ne peuvent servir à dédouaner l'État de sa responsabilité de protection collective quand un outil existe.

Le ministère de la Santé et de la Prévention doit répondre aux questions

Le ministère de la Santé et de la Prévention sollicite les associations pour être informé des remontées de terrain et des difficultés de nos communautés. Les soignants et certains politiques reprennent nos arguments et nous ne manquons pas de proposer des stratégies à mettre en place pour contrer l'épidémie.

En somme, nous prenons les positions politiques sur l'organisation de la réponse à la variole du singe qui sont attendues, *a priori*, d'abord par les décideurs en charge des politiques publiques de santé. Nous sommes réunis pour la forme, mais aucune réponse à nos questions ne nous sont données.

Nous demandons à Santé Publique France de nous informer de ses recommandations selon ses missions : anticiper, comprendre et agir.

Également, nous demandons au ministère de la Santé de répondre à nos questions. Nous demandons au ministre de la Santé de nous communiquer sa stratégie face à cette épidémie en

France, mais aussi en Europe. Ces orientations doivent être connues des ARS pour que la réponse soit cohérente sur le territoire national, métropolitain et ultra-marin, et dans les zones frontalières.

Nous souhaitons que le ministère de la Santé et de la Prévention et Santé Publique France nous fournissent les réponses que nous attendons lors de la prochaine réunion de concertation hebdomadaire, ce jeudi 25 août.

À propos d'Act Up-Paris

Fondée en 1989, Act Up-Paris est une association militante de lutte contre le VIH-Sida, les hépatites virales et les Infections Sexuellement Transmissibles (IST), qui accompagne et cherche à améliorer la qualité de vie des personnes vivant avec le VIH. Association issue de la communauté LGBTQIA+, elle rassemble des personnes séropositives, des militant.e.s concerné.e.s par la maladie, des hommes, des femmes, des trans, gays, bi, hétéros, pour qui le VIH n'est pas une fatalité. Nous produisons, entretenons et diffusons une expertise sur tous les aspects de l'épidémie : thérapeutique, économique, juridique, social et politique. Nous diffusons cette information par tous nos relais : le site de vulgarisation scientifique de la recherche en prévention (www.reactup.fr), notre site internet (www.actupparis.org) et les RéPI (Réunion Publique d'Information).

À propos de AIDES

Créée en 1984, AIDES est la première association de lutte contre le sida et les hépatites en France et en Europe. Elle est reconnue d'utilité publique et labellisée "Don en confiance" par le Comité de la Charte. AIDES agit depuis plus de 35 ans avec et auprès des populations les plus vulnérables au VIH/sida et aux hépatites pour réduire les nouvelles contaminations et accompagner les personnes touchées vers le soin et dans la défense de leurs droits. Plus globalement, l'association joue un rôle majeur dans l'amélioration de la prise en compte des malades dans le système de santé en France, l'évolution des droits des personnes vulnérables et la lutte contre les discriminations.

Ses principes : respect, indépendance, confidentialité et non-jugement.

À propos de l'Enipse

L'ENIPSE - Equipe Nationale d'Intervention en Prévention et Santé est une association, loi 1901 d'intérêt général (ex association historique le SNEG). Depuis 1990, elle mobilise un réseau festif de 800 lieux commerciaux LGBTQI+ et libertins en France dans le domaine de la lutte contre le SIDA et les autres IST par la mise en place d'outils spécifiques et adaptés de prévention (affiches, documents, préservatifs, gels etc..). L'association développe également un programme d'actions auprès des exploitants, des salariés, des clientèles des lieux festifs, des associations, des sites et applications de rencontre couvrant les champs de la santé sexuelle à la santé mentale. Ces actions s'intègrent dans le parcours de prévention, de dépistage, mais aussi du soin du patient, comme l'éducation thérapeutique, les groupes de paroles, la formation ou les approches complémentaires en santé comme la sophrologie.

A propos de la Fédération sportive LGBT+

Nous sommes une fédération de 7500 adhérent.e.s qui pratiquent le sport de manière inclusive regroupant 50 sports, nous sommes mobilisé.e.s autour de cette pandémie de Monkeypox, afin de protéger nos concitoyen.nes. étant préoccupé.e.s par l'évolution de cette pathologie et le manque d'accompagnement et le désintérêt des pouvoirs publics.

À propos de l'Inter-LGBT

L'Inter-Associative Lesbienne, Gaie, Bi et Trans, créée sous le nom de Lesbian & Gay Pride Île-de-France en 1999, est une Association loi de 1901 et reconnue d'intérêt général, membre du Réseau d'Assistance aux Victimes d'Aggressions et de Discriminations et de l'ILGA Europe. Regroupant des associations françaises lesbienne, gaie, bi et trans, l'Inter-LGBT a pour but de lutter contre les discriminations fondées sur les mœurs, l'orientation ou l'identité de genre, dans le cadre de la promotion des droits humains et des libertés fondamentales. L'Inter-LGBT organise chaque année la Marche des Fiertés lesbiennes, gaies, bi et trans, le Printemps des Assocés (conférence et salon) et d'autres interventions publiques ; elle participe au dialogue politique et social ; elle soutient des projets inter-associatifs et favorise à la fois la visibilité des associations LGBT et l'émergence d'une stratégie collective.

A propos du Planning Familial

Créée en 1956 l'association Planning familial est un mouvement féministe et d'éducation populaire militant qui promeut et défend les droits à la santé sexuelle et reproductive : contraception, avortement, éducation à la sexualité, prévention et accès aux soins face aux IST. Le Planning déconstruit les stéréotypes de genre, dénonce et lutte contre les violences et les discriminations liées au genre et à l'orientation sexuelle. Il porte une conception positive et émancipatrice des sexualités, plaide en faveur des droits des femmes et de l'accès

à une meilleure santé sexuelle pour toutes et tous. Fort de son action de terrain, le Planning agit politiquement et porte la parole des personnes rencontrées au quotidien dans ses 75 associations départementales et 10 fédérations régionales.

A propos des Séropotes

Les Séropotes est une association par et pour les personnes vivant avec le VIH (PVVIH) créée en 2005. Elle vise à un accompagnement global des PVVIH dans un objectif de bien-être en bâtissant des stratégies individuelles et/ou collectives pour y arriver, elle développe également une série d'outils (dispositifs sociaux, permanences juridiques et sociales), un réseau de patients-experts et un plaidoyer destinés à permettre aux personnes concernées de ne plus se sentir ou être marginalisées, mais bien d'être des acteurs majeurs des décisions les concernant.

À propos de Sidaction

Association reconnue d'utilité publique, Sidaction a pour objectif le financement et le développement de programmes de lutte contre le sida, en France et dans les pays à ressources limitées ou intermédiaires. Créée en 1994, l'association apporte un soutien financier et technique à près de 200 programmes de lutte contre le sida – tant dans le domaine de la recherche scientifique et médicale, de la prévention, du soin et de l'aide aux personnes vivant avec le VIH ou à celles qui y sont le plus exposées.

En complément des projets soutenus en France, en Afrique de l'Ouest et du Centre et en Europe de l'Est, Sidaction développe des actions permettant de mutualiser les expériences des acteurs de la lutte contre le VIH, associations et scientifiques, d'émettre des recommandations en vue d'améliorer l'accès à la santé et la qualité de vie des personnes concernées par l'épidémie de VIH, et enfin de porter un plaidoyer en vue de défendre leurs droits.

À propos du Strass

Le Syndicat du Travail Sexuel existe depuis mars 2009. Il est organisé par et pour les travailleurSEs du sexe, et a vocation à intégrer et représenter touTEs les travailleurSEs du sexe, quel que soit le secteur exercé, l'identité de genre, la nationalité, etc. Le STRASS a pour but la défense des intérêts des travailleurSEs du sexe, quels qu'ils soient. Les membres du STRASS doivent être travailleurSEs du sexe, en exercice, ou en « retraite ». Les managers, employeurs, et autres personnes en position de pouvoir et bénéficiant du travail et des revenus des travailleurSEs du sexe ne sont pas définis comme travailleurs du sexe et ne peuvent donc pas être membres du STRASS. Le STRASS défend une analyse et une politique féministe, en faveur des minorités, et s'inscrivant dans la tradition de la lutte des classes, luttes syndicales et ouvrières en faveur des droits et des intérêts des travailleurs, luttes intersectionnelles, des migrations, anti-racistes, anti-carcérales et policières, sexuelles & de genre, etc. Le STRASS n'a pas uniquement pour objet de lutter contre la criminalisation du travail sexuel (proxénétisme, délits de racolage ou d'achat d'acte sexuel, arrêtés anti-prostitution), mais également contre son exploitation, le travail forcé, la traite des êtres humains, et toute forme de violence subie par les travailleurSEs du sexe. Nous promovons l'autodétermination, l'autogestion, et l'auto-organisation, et défendons le principe de travail sans exploiteur et de l'organisation en coopérative. Le STRASS ne revendique pas de régime ni de statut spécifique au travail sexuel, mais simplement l'accès au droit commun, ce qui inclut le droit du travail et l'absence de discriminations ou de réglementations coercitives, le droit à la santé (sexuelle, gynéco, psy, etc), et l'ensemble des droits humains.

Contacts Presse :

Act Up-Paris

François Emery
femery@actupparis.org
06 16 31 62 09

Marc-Antoine Bartoli
mabartoli@actupparis.org
06 34 45 68 89

Fédération Sportive LGBT+

Eric ARASSUS
presidence@sports-lgbt.fr
Tel : 06 61 24 84 40

Sidaction

Aurélie Defretin

AIDES

Margot Cherrid
mcherrid@aides.org
06 10 41 23 86

Adèle Simon
asimon@aides.org
06 98 68 01 68

Inter-LGBT

Matthieu Gatipon-Bachette
presse@inter-lgbt.org
07 71 08 68 45

Strass

Thierry Schaffhauser

Enipse

Antonio ALEXANDRE
a.alexandre@enipse.fr
06 12 71 54 40

Planning Familial

Lydie Porée
lydie.poree@planning-familial.org
06 87 16 36 38

a.defretin@sidaction.org
06 73 21 63 97

sexworkeractivist@gmail.com
07 69 27 76 11